



**ACCORD CADRE DE COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ENTRE
L'INSTITUT D'HYDROLOGIE, DE METEOROLOGIE ET D'ETUDES
ENVIRONNEMENTALES (IDEAM) ET L'INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE
DEVELOPPEMENT (IRD)**

Le présent document formalise un accord de coopération entre:

- 1.- **L'INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT**, ci-après désigné **IRD**, établissement public français à caractère scientifique et technologique, N° SIRET 180006025 00159, CODE APE 7219Z, ayant son siège Immeuble "Le Sextant" - 44 Boulevard de Dunkerque - CS 90009 - 13572 MARSEILLE cedex 02, représenté par son Président Prof. Michel LAURENT, d'une part, et
- 2.- **L'INSTITUT D'HYDROLOGIE, DE METEOROLOGIE ET D'ETUDES ENVIRONNEMENTALES**, ci-après désigné **IDEAM**, NIT. 830.000.602-5, établissement public colombien à caractère national, sous tutelle du Ministère chargé de l'Environnement et du Développement durable, ayant son siège Carrera 10 No. 20-30, Bogotá, représenté par son Directeur général et représentant légal, M. OMAR FRANCO TORRES, identifié par le certificat de citoyenneté n°6'776.546 de Tunja, nommé Directeur général de l'IDEAM par décret n°0338 du 1er mars 2013 et par l'acte n°017 du même jour, d'autre part,

Ci-après également désignés ensemble Les Parties ;

- VU L'Accord de coopération scientifique et technique entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Colombie signé le 18 septembre 1963 ;
- VU L'Accord complémentaire de coopération technique et scientifique entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Colombie dans le domaine de la coopération universitaire signé à Bogota le 19 septembre 1996 ;
- Considérant Que l'**IDEAM** a pour mission, conformément à la loi n°99 de 1993, de générer de la connaissance et de garantir l'accès à l'information sur l'état des ressources naturelles et des données hydrométéorologiques au niveau national, permettant la prise de décision des populations, autorités et acteurs économiques et sociaux de la Colombie ;

Considérant

Que l'**IDEAM** aspire à ce que tous les Colombiens et les habitants du monde, les autorités nationales, régionales et locales et le secteur productif disposent d'informations hydroméorologiques, océanographiques et environnementales du pays, pertinentes et fiables, faciles d'accès et utiles à la prise de décisions en lien avec le développement durable, la conservation des écosystèmes et la réduction des risques sur le territoire national colombien ;

Considérant

Que l'**IRD** est un organisme de recherche français qui, avec ses partenaires du Sud, fait face aux défis du développement au niveau international ;

Considérant

Que l'**IRD** cherche à améliorer les conditions sanitaires, la compréhension de l'évolution des sociétés, la préservation des milieux et des ressources naturels, ces objectifs constituant les piliers de son action dans le cadre de la mise en oeuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement ;

Considérant

Que l'**IRD** et l'**IDEAM** sont convaincus que la recherche doit être renforcée par des actions d'étude et de formation de spécialistes menées en collaboration ;

Considérant

Que l'**IRD** et l'**IDEAM** ont des objectifs communs en matière de recherche pour le développement dans le domaine des Sciences du Climat et de l'Environnement ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent Accord a pour objet de définir un cadre de coopération scientifique et technique entre l'**IRD** et l'**IDEAM**, dans les domaines des Sciences du Climat, du Changement climatique, Environnement, Hydrologie, et d'études sociales et impacts économiques dans l'environnement.

Cette coopération scientifique pourra notamment prendre les formes suivantes :

- réalisation de programmes de recherche conjoints;
- réalisation d'expertises à la demande de l'une des Parties;
- actions de formation à la recherche et au perfectionnement de personnels et d'étudiants, en particulier pour le master et le doctorat ;
- accueil ou échange réciproque de personnels et d'étudiants entre les Parties;
- échange de l'information scientifique et technique;
- organisation de séminaires, colloques et conférences;

- réponse conjointe à des appels d'offres nationaux, régionaux et internationaux;
- actions d'utilisation et diffusion des résultats (valorisation);
- toute autre activité sur laquelle les Parties s'accordent.

La description des programmes de recherche figura dans des conventions spécifiques qui seront annexées au présent accord et qui définiront les termes de chacun des programmes.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

L'IRD s'engage à :

- a) Mettre à disposition et envoyer en mission, en fonction de ses possibilités, le personnel scientifique requis par les programmes menés en commun; la liste du personnel nommé par l'IRD pour chaque programme sera détaillée dans les conventions spécifiques annexées au présent accord,
- b) Informer le représentant de chaque Partie chargé du suivi et de la supervision de la coopération scientifique des éventuels changements du personnel de l'IRD, y compris des responsables scientifiques, nommés pour la réalisation du programme,
- c) Contribuer, en fonction des possibilités, à l'acquisition des équipements nécessaires pour les activités de terrain et de laboratoire prévues par chaque programme,
- d) Contribuer, en fonction des possibilités, au financement des activités de terrain, de bureau et de laboratoire de chaque programme ;
- e) Participer avec son expérience, infrastructure et capacité opérationnelle au bon fonctionnement et continuité de cette convention.

L'IDEAM s'engage à:

- a) Mettre à disposition, en fonction de ses possibilités, les personnels, les infrastructures et les équipes nécessaires à la réalisation de chaque programme ; la liste du personnel nommé par L'IDEAM pour chaque programme sera détaillée dans les conventions spécifiques en application du présent Accord,
- b) Informer le représentant de chaque Partie chargé du suivi et de la supervision de la coopération scientifique des éventuels changements du personnel de l'IDEAM, y compris des responsables scientifiques nommés pour la réalisation du programme.
- c) Participer avec son expérience, docteurs, ingénieurs, techniciens, étudiants, collaborateurs et relations institutionnelles à l'exécution du programme.

ARTICLE 3 : FINANCEMENT

Les PARTIES s'engagent à chercher conjointement des financements complémentaires auprès des institutions colombiennes, françaises ou internationales, afin d'améliorer les conditions pour la réalisation des programmes et garantir sa continuité.

Les salaires des professionnels participants seront à la charge de chaque institution, de même que les frais additionnels selon l'article 6 du présent Accord.

Chaque Partie gère suivant les procédures budgétaires et comptables qui lui sont propres, les crédits affectés à l'exécution des actions de coopération.

En cas de financements extérieurs, chaque Partie aura la responsabilité du budget qui lui revient pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées par le tiers payeur.

ARTICLE 4: SUIVI ET SUPERVISION

Le Directeur Général de L'IDEAM et le Représentant de l'IRD au Pérou avec extension de compétences en Colombie désigneront un chargé du suivi et de la supervision de la coopération scientifique.

Les deux représentants formeront un Comité Mixte de Suivi. En outre, une réunion entre les Parties pourra être organisée lorsque nécessaire et au minimum une fois par an pour examiner toute question relative à la coopération en cours ou à la valorisation des résultats issus de la recherche.

Ces réunions donneront lieu à un rapport.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITE CIVILE

Chaque Partie reconnaît avoir souscrit les polices d'assurances couvrant sa responsabilité civile dans le cadre de la mise en œuvre du présent Accord.

Les Parties assument toutes les conséquences de la responsabilité civile qu'elles encourent envers les tiers et leurs ayants droit, en application du droit commun, en raison de tout dommage corporel ou matériel causé aux tiers par leur personnel ou leur matériel ainsi que par le personnel ou matériel placés sous leur direction ou leur garde.

En cas d'accident concernant un agent de l'une des Parties, l'autre Partie l'avertit dans les délais les plus brefs.

Dans le cas d'accueil de personnes tiers (étudiants, chercheurs invités, etc....) les Parties s'assurent que ceux-ci ont bien souscrit toutes les assurances adéquates (responsabilité civile).

Les personnels affectés dans les structures des Parties sont soumis aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur au sein des dites structures. Ils se conforment au règlement intérieur et aux instructions qui leur sont communiquées pour l'utilisation du matériel.

ARTICLE 6 : PERSONNEL

Les Parties conservent la responsabilité administrative et scientifique de leurs personnels.

Une Partie ne saurait être regardée comme l'employeur pour quelque contrat de travail ou vacation conclu par l'autre Partie pour la mise en œuvre de la présente convention.

ARTICLE 7: CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à ne pas publier ni à divulguer sans accord écrit de l'autre Partie et ce de quelque façon que ce soit, les informations scientifiques ou techniques dont elles pourraient avoir eu connaissance de l'autre Partie à l'occasion de l'exécution de l'objet du présent Accord, et ce, tant que les dites informations n'auront pas été protégées ou ne seront pas tombées dans le domaine public. Cette disposition est sans effet si la Partie concernée peut apporter la preuve :

- qu'elle avait déjà connaissance des dites informations avant la date de signature de la présente convention,
- que ces informations ont fait l'objet d'une publication ou d'une communication,
- qu'elles sont tombées dans le domaine public.

L'information fournie par les parties sera soumise aux normes en vigueur de chaque pays en ce qui concerne la confidentialité.

Toute dérogation à cette obligation de confidentialité devra se faire d'un commun accord et sera soumise à l'approbation du Comité mixte de suivi. Cependant, les Parties pourront communiquer à des tiers lesdites informations pour satisfaire leurs propres besoins de recherche, ou pour l'évaluation des agents ou des programmes, sous réserve d'observer les mêmes conditions de confidentialité.

Les dispositions du présent article demeureront en vigueur nonobstant l'échéance du présent Accord.

Il est convenu que les dispositions du présent article ne pourront faire obstacle au dépôt, le cas échéant, d'une demande de brevet, de même qu'à l'obligation qui incombe aux chercheurs des établissements publics d'établir un rapport d'activité périodique ou, en cas d'information ayant un haut caractère de confidentialité, un rapport confidentiel à la direction de tutelle des Parties dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle, au sens légal.

ARTICLE 8: PROPRIETE DES RESULTATS - BREVETS

Le Comité de suivi fixe la quote-part de propriété des travaux issus de chaque convention particulière de recherche et d'accueil en tenant compte de l'apport respectif de chacune des Parties pour la réalisation des recherches.

Dans le cas où ces résultats sont susceptibles de conduire au dépôt d'une demande de brevet, les règles du dépôt sont mises en place par le Comité Mixte de suivi.

ARTICLE 9: PUBLICATIONS

Tous les travaux, publications ou publicité ayant trait au présent Accord feront état de la collaboration entre les Parties. De plus, il sera inséré d'une façon claire et apparente la dénomination ou le logo des Parties dans tout document ayant trait à la présente collaboration (notamment et sans que cette liste ne soit limitative : plaquette publicitaire, rapport, affiche, jaquette de disque compact, annonce) ainsi que le nom des chercheurs concernés.

Chaque publication ou communication d'informations concernant les résultats issus de programmes de recherche menés dans le cadre de la présente convention, lorsque les résultats ne sont pas la propriété entière et exclusive d'une seule des Parties, doit recevoir, pendant la durée de la présente convention et durant les 6 mois qui suivent son expiration, l'accord écrit des responsables scientifique du programme concerné. Ceux-ci font connaître leur décision dans un délai maximum d'un mois à compter de la demande. Passé ce délai, faute de réponse ou s'il y a divergence entre les responsables scientifiques, les responsables de chaque Partie chargés de la valorisation de la recherche statuent sur la demande. Cependant, lorsque les résultats sont susceptibles de faire l'objet d'une valorisation, aucune publication ne peut être autorisée sans l'accord préalable des responsables de chaque Partie chargés de la valorisation de la recherche.

ARTICLE 10: VALORISATION DES RESULTATS

Lorsque les résultats ne sont pas la propriété entière de l'une des Parties, l'exploitation des résultats scientifiques issus des travaux menés dans le cadre des conventions particulières de recherche ou d'accueil à la présente convention, se fera conformément à la proposition des responsables de chaque Partie chargés de la valorisation de la recherche.

La valorisation sera alors confiée à l'une ou l'autre des Parties ou aux deux.

Lorsque la valorisation est confiée aux deux Parties, chacune aura pouvoir de négocier avec des tiers des contrats d'exploitation, sous réserve d'en informer au préalable l'autre Partie. Les contrats seront alors cosignés par les Parties, chacune s'engageant à ne pas refuser une telle signature sans motifs sérieux.

Lorsque la valorisation est confiée à une seule des Parties, cette Partie s'engage à :

- effectuer des opérations de diffusion et de prospection commerciale des résultats,
- négocier, rédiger et conclure au nom des Parties, les accords d'exploitation correspondants. Les conditions, notamment financières, de ces accords sont communiquées à l'autre Partie qui disposera d'un délai d'un mois, à l'expiration duquel l'accord sera réputé acquis, pour faire part de ses observations et exprimer son accord ou son opposition,
- percevoir les fruits de l'exploitation ;
- intervenir auprès des responsables financiers pour s'assurer du paiement des redevances et vérifier, en tant que de besoin, l'exactitude de leur montant,
- répartir les recettes et autres produits financiers conformément aux quotes-parts de propriétés prévues par la convention particulière dont l'exécution a engendré les résultats.

ARTICLE 11: ETHIQUE

Les Parties s'engagent à respecter et à faire respecter par leur personnel, les lois, us et coutumes de tous les pays dans lesquels elles seraient amenées à exercer leurs missions pour la mise en œuvre du présent Accord ou de ses conventions particulières.

De même les Parties veillent à ce que les activités de recherche soient menées en conformité avec leurs règles éthiques professionnelles et scientifiques.

Elles s'engagent également à respecter et à faire respecter par leur personnel un strict devoir de réserve concernant les activités des Parties et un strict devoir de neutralité dans les pays d'exécution.

ARTICLE 12: EQUIPEMENTS ET MATERIELS

Les Parties restent propriétaires des biens meubles et immeubles qu'ils mettent à disposition pour la mise en œuvre de la présente Convention ou des conventions spécifiques. Les Parties sont copropriétaires des biens meubles et immeubles achetés en commun. La quote-part de propriété est définie en fonction de l'apport financier de chaque Partie à l'achat de ces biens meubles et immeubles.

En cas de résiliation de la présente convention ou à son échéance, une annexe à la présente convention cadre fixera les modalités de liquidation des biens meubles et immeubles dont les Parties sont copropriétaires.

ARTICLE 13: TECHNOLOGIES, SAVOIR-FAIRE

Les technologies, méthodes, savoir-faire, données de toute nature mis à disposition d'une Partie par l'autre dans le cadre des actions de coopération restent sa propriété et ne pourront donner lieu à publication sous quelque forme que ce soit qu'après accord explicite du détenteur des droits.

ARTICLE 14: REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de différent dans l'interprétation ou l'exécution du présent accord, les Parties chercheront une solution amiable et satisfaisante et feront appel à cet effet au Comité mixte de suivi qui proposera une solution de conciliation.

Si le conflit persiste, le litige sera résolu définitivement par un collège arbitral composé d'un arbitre nommé par chacune des Parties et un troisième arbitre désigné de commun accord entre les deux Parties ou, à défaut, par les deux premiers arbitres.

ARTICLE 15: RESILIATION

Si l'une des Parties enfreint les obligations établies dans le présent accord, l'une quelconque des Parties pourra résilier l'accord de plein droit, et pour cela elle adressera une lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 30 (trente) jours.

Cependant, cette dénonciation de la convention ne dégagera aucune des Parties des obligations ou responsabilités prises avant la date de cette dénonciation.

ARTICLE 16: DUREE, MODIFICATION

Le présent Accord aura une durée de quatre (4) ans et entrera en vigueur à compter de la date de sa signature par les deux Parties. Il pourra être modifié ou reconduit par avenant.

Fait en 6 exemplaires originaux, dont trois en français et trois en espagnol, chacune des versions faisant pareillement foi.

A Marseille, le

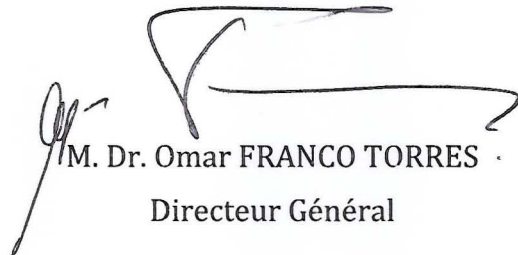
Pour l'IRD,



M. Prof. Michel LAURENT
Président

A Bogotá, le

Pour l'IDEAM,



M. Dr. Omar FRANCO TORRES
Directeur Général



**CONVENIO MARCO DE COOPERACIÓN CIENTÍFICA Y TÉCNICA ENTRE
EL INSTITUTO DE HIDROLOGÍA, METEOROLOGÍA Y ESTUDIOS AMBIENTALES
(IDEAM) Y EL INSTITUTO DE INVESTIGACIÓN PARA EL DESARROLLO (IRD)**

El presente documento establece el Convenio de Cooperación entre:

- 1.- **EL INSTITUTO DE INVESTIGACIÓN PARA EL DESARROLLO**, en adelante llamado **IRD**, establecimiento público de carácter científico y tecnológico de la República de Francia, N° SIRET 180006025 00159; CODE APE 7219Z, con sede central en Immeuble "Le Sextant" - 44 Boulevard de Dunkerque - CS 90009 - 13572 MARSEILLE cedex 2 , representado por su Presidente Prof. Michel LAURENT, por una parte, y
- 2.- **EL INSTITUTO DE HIDROLOGÍA, METEOROLOGÍA Y ESTUDIOS AMBIENTALES**, en adelante llamado **IDEAM**, con NIT. 830.000.602-5, establecimiento público del orden nacional, adscrito al Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible, con sede central en la Carrera 10 No. 20-30, Bogotá, Colombia, representado en este acto por su Director General y representante legal, Sr. OMAR FRANCO TORRES, identificado con la cédula de ciudadanía N°. 6'776.546 de Tunja, nombrado como Director General del IDEAM mediante Decreto N°. 0338 del 1 de marzo de 2013 y posesionado según acta N°. 017 del 1 de marzo de 2013, de otra parte,

En adelante llamadas: **LAS PARTES**;

ANTECEDENTES

- | | |
|--------------|--|
| Visto | El acuerdo de Cooperación Científica y Técnica firmado entre Francia y Colombia el 18 de septiembre del 1963 |
| Visto | Acuerdo complementario de cooperación técnica y científica entre el gobierno de la República francesa y el gobierno de la República de Colombia en el campo de la cooperación universitaria firmado en Bogota el 19 de septiembre del 1996. |
| Considerando | Que la misión del IDEAM de acuerdo a la ley 99 de 1993 es generar conocimiento y garantizar el acceso a la información sobre el estado de los recursos naturales y condiciones hidrometeorológicas de todo el país para la toma de decisiones de la población, autoridades, sectores económicos y sociales de Colombia. |

Considerando Que el **IDEAM** aspira que todos los colombianos y los habitantes del mundo, las autoridades nacionales, regionales y locales y los sectores productivos, disponen de información hidrometeorológica, oceanográfica y ambiental del país, oportuna y confiable, con fácil acceso y útil para la toma de decisiones relacionadas con el desarrollo sostenible, la conservación de ecosistemas y la reducción de riesgos en el territorio nacional.

Considerando Que El **IRD** es un organismo de investigación francés que junto con sus socios del Sur, hacen frente a los retos de desarrollo a nivel internacional.

Considerando Que el **IRD** busca mejorar las condiciones sanitarias, comprender la evolución de las sociedades, preservar el medio ambiente y los recursos, y estas metas constituyen los pilares de su acción en la perspectiva de lograr los Objetivos del milenio para el desarrollo.

Considerando Que el **IRD** y el **IDEAM** están convencidos que la investigación debe ser reforzada con acciones de estudio y de formación de especialistas realizadas en colaboración.

Considerando

Los intereses comunes del **IRD** y del **IDEAM** en lo que se refiere a la investigación para el desarrollo en el campo de las Ciencias del Clima y del Medio Ambiente.

LAS PARTES deseosas de trabajar conjuntamente, acuerdan lo siguiente:

ARTÍCULO 1.- OBJETO

El presente convenio tiene como objetivo definir las modalidades de cooperación científica y técnica entre el **IRD** y el **IDEAM** en el campo de las Ciencias del Clima, Cambio Climático, Medio Ambiente, Hidrología, y estudios sociales e impactos económicos al medio ambiente

Esta cooperación científica podrá tomar las siguientes formas:

- Ejecución de programas conjuntos de investigación;
- Ejecución de investigaciones a petición de una de LAS PARTES;
- Acciones de formación y capacitación de personal y de estudiantes, especialmente en la modalidad de master y doctorado;
- Acogida o intercambio recíprocos de personal y profesionales entre LAS PARTES;
- Intercambio de información científica y técnica;
- Organización de seminarios, coloquios y conferencias;

- Participación conjunta en convocatoria de concursos nacionales, regionales e internacionales;
- Acciones de uso y difusión de los resultados (valorización);
- Cualquier otra actividad que LAS PARTES acuerden.

La descripción de los programas de investigación figurará en convenios específicos que se consideraran anexos del presente convenio y que definirán los términos de cada programa.

ARTÍCULO 2: OBLIGACIONES DE LAS PARTES

El **IRD**, se compromete:

- a) Poner a disposición y enviar en misión, en función de sus posibilidades, al personal científico requerido por los programas llevados conjuntamente; la lista del personal nombrado por el **IRD** para cada programa se enumerará en los convenios específicos que se anexasen al presente convenio.
- b) Informar al representante de cada **PARTE**, encargado del seguimiento y de la supervisión de la cooperación científica, sobre los posibles cambios de personal del **IRD**, incluyendo los responsables científicos nombrados para la ejecución de un programa.
- c) Contribuir, en función de sus posibilidades, con la adquisición de los equipos necesarios para las actividades de campo y laboratorio previstas por cada programa;
- d) Contribuir, en función de sus posibilidades, con los gastos necesarios para las actividades de campo, el gabinete y el laboratorio de cada programa;
- e) Participar con su experiencia, organización y capacidad operativa al buen funcionamiento y la continuidad de este convenio.

El **IDEAM** se compromete:

- a) Poner a disposición, en función de sus posibilidades, la infraestructura y los equipos necesarios para la ejecución de cada programa; la lista del personal nombrado por el **IDEAM** para cada programa se enumerará en los convenios específicos que se anexasen al presente acuerdo.
- b) Informar al representante de cada **PARTE**, encargado del seguimiento y de la supervisión de la cooperación científica, de los posibles cambios en el personal del **IDEAM** incluidos los responsables científicos nombrados para la ejecución de cada programa.
- c) Participar con la experiencia de su personal profesional, técnico, estudiantes o colaboradores en la ejecución de cada programa.

ARTÍCULO 3: FINANCIAMIENTO

LAS PARTES se comprometen a buscar en conjunto, el financiamiento complementario ante las instituciones colombianas, francesas o internacionales, con el fin de mejorar las condiciones y facilitar la ejecución de los programas y garantizar su continuidad.

Los salarios de los profesionales participantes estarán a cargo de cada institución; así como los gastos adicionales que estarán a cargo de cada institución según el artículo 6 de este Convenio.

Cada PARTE administra según los procedimientos presupuestales y contables que le sean propios, los créditos destinados a la ejecución de las acciones de cooperación.

En caso de recibir financiamiento de un tercero, cada PARTE tendrá la responsabilidad del presupuesto que le corresponda para la ejecución de las tareas que le son confiadas por el tercero pagador.

ARTÍCULO 4: SEGUIMIENTO Y SUPERVISION

El Director General del IDEAM y el Representante del IRD en el Perú con extensión de competencia en Colombia, o quienes éstos deleguen, estarán encargados del seguimiento y de la supervisión de la cooperación científica. Ambos representantes conformarán el Comité Mixto de Seguimiento. Una reunión conjunta entre LAS PARTES podrá ser organizada en cuanto se necesite y, en todo caso, anualmente, con el fin de examinar toda pregunta relativa a la cooperación en curso o a la valorización de los resultados procedentes de la investigación.

Estas reuniones darán lugar a un informe.

ARTÍCULO 5: RESPONSABILIDAD

→ Cada contratante reconoce haber suscrito las pólizas de seguro que cubren su responsabilidad civil en el marco de la puesta en marcha del presente Convenio.

→ Las PARTES asumen todas las consecuencias de la responsabilidad civil en que incurran contra terceros y los que tengan derechos, en aplicación del derecho común, en razón de cualquier daño corporal o material causado a terceros por su personal o material, así como por el personal o material que está bajo su dirección o cuidado.

En caso de accidente de un agente de una de LAS PARTES, la otra PARTE deberá advertirlo en el plazo más breve.

En el caso de acogida de terceras personas (profesionales, investigadores invitados, etc.) LAS PARTES se asegurarán que éstos hayan suscrito todos los seguros adecuados (responsabilidad civil).

El personal designado en las estructuras de LAS PARTES se someterá a las reglas de higiene y seguridad en vigor en dichas estructuras. Se ajustarán al reglamento interior y a las instrucciones que les serán comunicadas para la utilización del material.

ARTÍCULO 6: NO VINCULACIÓN LABORAL:

LAS PARTES conservarán la responsabilidad administrativa y científica de su personal. Una PARTE no podrá ser considerada como empleador para cualquier contrato de trabajo o de honorarios concebido por la otra PARTE para la realización del presente Convenio.

ARTÍCULO 7: CONFIDENCIALIDAD

LAS PARTES se comprometen a no publicar ni divulgar, sin acuerdo escrito de la otra PARTE, y de cualquier forma que sea, la información científica o técnica que podrían haber recibido de la otra PARTE en el marco de la realización del objeto del presente convenio, esto mientras que dicha información no haya sido protegida o sea de dominio público. Esta disposición queda sin efecto, si la PARTE involucrada puede aportar la prueba:

- de que tenía conocimiento de las informaciones antes de la fecha de firma del presente convenio;
- que las informaciones han sido objeto de una publicación o comunicación;
- que son de dominio público.

La información suministrada por las partes se someterá a la normatividad vigente de cada país sobre confidencialidad.

Cualquier derogación a esta obligación de confidencialidad deberá ser hecha de común acuerdo y sometida a la aprobación del Comité mixto de seguimiento. Sin embargo, LAS PARTES podrán comunicar a terceros dichas informaciones para satisfacer sus propias necesidades de investigación o para la evaluación del personal o de los programas, bajo reserva de observar las mismas condiciones de confidencialidad.

Las disposiciones del presente artículo permanecerán vigentes aunque haya terminado el convenio.

Se conviene que las disposiciones del presente artículo no deberán ser obstáculo, llegado el caso, al depósito de una petición de patente y también a la obligación que incumbe a los investigadores de los establecimientos públicos de establecer un informe periódico de actividades o, en caso de informaciones que tengan un alto carácter de confidencialidad, un informe confidencial a la dirección de notificación de LAS PARTES, en la medida en que esta comunicación no constituya una divulgación de la propiedad industrial, en el sentido de la ley.

ARTÍCULO 8: PROPIEDAD DE LOS RESULTADOS - PATENTES

El Comité de seguimiento fija la cuota de propiedad de los trabajos resultantes de cada convenio particular de investigación y de acogida, tomando en cuenta el aporte respectivo de cada una de LAS PARTES para la realización de las investigaciones.

En el caso que estos resultados sean susceptibles de hacer un depósito de petición de patente, las reglas del depósito serán implementadas por el Comité mixto de seguimiento.

ARTÍCULO 9: PUBLICACIONES

Todas las obras, publicaciones o publicidad referentes al presente convenio harán mención de la colaboración entre LAS PARTES. Además, se insertará de manera clara y visible la denominación o logo de LAS PARTES en cualquier documento referente a la presente colaboración (especialmente y sin que este listado sea limitativo: folleto publicitario, informe, afiche, carátula de disco compacto, anuncio) así como el nombre de los investigadores involucrados.

Cada publicación o comunicación de resultados provenientes de un programa de investigación realizado en el marco del presente Convenio, y cuando los resultados no son propiedad entera y exclusiva de una sola de LAS PARTES, debe recibir, durante el período de duración del presente Convenio y durante los 6 meses que siguen a su expiración, el acuerdo escrito de los responsables científicos del programa referido. Ellos harán saber su decisión en un plazo máximo de un mes a partir de la fecha de petición. Pasado este plazo, a falta de respuesta o si hay divergencia entre los responsables científicos, los responsables de cada PARTE encargados de la valorización de la investigación resolverán la petición. Sin embargo, cuando los resultados son susceptibles de ser objeto de uso y difusión, ninguna publicación puede ser autorizada sin el acuerdo previo de los responsables de cada PARTE encargados de la valorización de la investigación.

ARTÍCULO 10: VALORIZACION DE LOS RESULTADOS

Cuando los resultados no son de propiedad entera de una de LAS PARTES, la explotación de los resultados científicos, resultantes de los trabajos realizados en el marco de los convenios particulares de investigación o de acogida al presente acuerdo, se hará según proposición de los responsables de cada PARTE encargados de la valorización de la investigación.

La valorización será confiada a una u otra de las PARTES o a ambas.

Cuando la valorización se confía a las dos PARTES, cada una tendrá poder de negociar con terceros los contratos de explotación, bajo reserva de informar previamente a la otra PARTE. Los contratos serán consignados por las PARTES, comprometiéndose cada una de ellas, a no rehusar una firma sin motivos serios.

Cuando la valorización se confía a una sola de las PARTES, ésta se compromete a:

- Efectuar operaciones de difusión y prospección comercial de los resultados.
- Negociar, redactar y concluir, a nombre de las PARTES, los acuerdos de explotación correspondientes. Las condiciones, especialmente financieras, de estos acuerdos se comunicarán a la otra PARTE que dispondrá del plazo de un mes, a la expiración del cual el acuerdo será considerado aprobado, para hacer observaciones y expresar su acuerdo u oposición.
- Recibir los frutos de la explotación.
- Intervenir ante los responsables financieros para asegurarse del pago de recibos y verificar, si es necesario, la exactitud del monto.
- Repartir los ingresos y otros frutos financieros en conformidad a las cuotas de propiedad previstas por el convenio particular cuya ejecución ha engendrado los resultados.

ARTÍCULO 11: ÉTICA

LAS PARTES se comprometen a respetar, y a hacer respetar por su personal, las leyes usos y costumbres de los países involucrados en las misiones que se conformen (serán llevados a ejercer sus misiones) para la realización del presente acuerdo o de sus convenios particulares.

Así mismo, LAS PARTES velarán para que las actividades de investigación sean realizadas en conformidad con las reglas éticas profesionales y científicas.

Se comprometen igualmente a respetar, y a hacer respetar por su personal, un estricto deber de reserva referente a las actividades de LAS PARTES y un estricto deber de neutralidad en los países de ejecución.

ARTÍCULO 12: EQUIPOS

LAS PARTES siguen siendo propietarias de los bienes muebles e inmuebles que ponen a disposición para la realización del presente acuerdo o de los convenios particulares. LAS PARTES son copropietarias de los bienes muebles comprados en común. La cuota de propiedad se define en función del aporte financiero de cada PARTE en el momento de la compra de los bienes muebles.

En caso de anulación del presente convenio o a su término, un anexo al presente Convenio fijará las modalidades de liquidación de los bienes muebles de que son copropietarias LAS PARTES.

ARTÍCULO 13: TECNOLOGÍAS, COMPETENCIAS

Las tecnologías, métodos, competencias, datos de cualquier naturaleza puestos a disposición de una PARTE para la otra, en el marco de las acciones de cooperación, siguen siendo de su propiedad y no podrán dar lugar a publicación bajo cualquier forma que sea, salvo acuerdo explícito del poseedor de los derechos.

ARTÍCULO 14: SOLUCIÓN DE DIFERENDOS

En caso de diferendo en la interpretación o ejecución del presente acuerdo, LAS PARTES buscarán una solución amistosa y satisfactoria y apelarán, para este efecto, al Comité mixto de seguimiento quien propondrá cualquier solución de conciliación.

Si el conflicto persiste, el litigio será resuelto definitivamente por un colegio arbitral compuesto de un árbitro nombrado por cada una de LAS PARTES y de un tercer árbitro designado de común acuerdo entre las dos PARTES, o en su defecto, por los dos primeros árbitros.

ARTÍCULO 15: RESOLUCIÓN

Si cualquiera de LAS PARTES incumple con las obligaciones establecidas en el presente contrato, cualquiera de LAS PARTES, podrán resolver el convenio de pleno derecho, para lo cual cursará una comunicación notarial con una antelación de 30 días.

Sin embargo, la resolución del presente contrato no liberará a ninguna de las partes del cumplimiento de todas aquellas obligaciones o responsabilidades que se hayan originado con anterioridad a la fecha de dicha resolución.

ARTÍCULO 16: DURACIÓN, MODIFICATION

El presente acuerdo estará vigente por un período de 4 años a contar de la fecha de su firma por ambas Partes.

Puede ser modificado o prolongado mediante una adenda.

Se firma por las dos partes, en 6 ejemplares originales, tres en francés y tres en español, siendo cada uno de ellos igualmente válido.

En Marsella, el 31 JUL. 2014

Por el

INSTITUTO DE INVESTIGACION POR EL
DESARROLLO (IRD)



Señor Prof. Michel LAURENT
Presidente

En Bogotá, el

Por el

INSTITUTO DE
HIDROLOGIA, METEOROLOGIA Y
ESTUDIOS AMBIENTALES (IDEAM)

Señor Dr. Omar Franco Torres
Director General

Charte du partenariat de la recherche pour le développement

La charte du partenariat de la recherche pour le développement vise à promouvoir des relations partenariales équilibrées et équitables fondées sur des engagements réciproques dont la finalité est de renforcer, par des actions de recherche, de formation et d'innovation, les politiques publiques favorables au développement des pays du Sud.

Ont vocation à adhérer à cette charte les établissements de recherche et d'enseignement supérieur et les autres institutions concernées par toute question de science liée au développement, en premier lieu les membres de l'AIRD et les membres des Alliances, ainsi que les partenaires du Sud ou européens. Cette charte complète les orientations déontologiques, éthiques et de bonnes pratiques de la recherche mises en œuvre par chacun des partenaires.

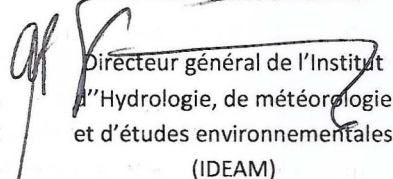
En approuvant la présente charte, les signataires expriment leur volonté d'adhérer, pour un intérêt et un bénéfice mutuels du Nord et du Sud, à une éthique du partenariat entre les parties contractantes. Ils s'efforcent pour cela de mettre en œuvre les dix principes suivants :

1. Associer l'ensemble des parties prenantes aux réflexions stratégiques nationales, régionales et internationales qui concernent les Suds dans la conception de programmes de recherche pour le développement conduisant à une recherche d'excellence et respectueuse des principes éthiques inhérents à la recherche et à ses applications.
2. Privilégier le développement durable, social et économique en renforçant aux Suds les capacités de recherche, de formation, d'expertise et d'innovation.
3. Mobiliser les moyens au bénéfice des communautés de recherche et d'enseignement supérieur des Suds pour renforcer la recherche au service du développement et encourager leur mutualisation et leur pérennisation.
4. Contribuer à la construction et la consolidation des réseaux et dispositifs internationaux de recherche (plateformes, observatoires, etc.) intégrant les enjeux globaux du développement.
5. Adopter une démarche régionale dans la conception de programmes de recherche et en particulier de grands programmes régionaux interdisciplinaires relatifs aux enjeux sociétaux, sanitaires ou environnementaux, répondant aux priorités partagées avec les partenaires du Sud.
6. Promouvoir activement la participation des femmes dans l'ensemble des actions de recherche et de développement, de leur conceptualisation à leur valorisation ainsi que dans les instances de représentation et de conseil.
7. Co-construire et co-financer les programmes et partager la recherche des sources de financement.
8. Impliquer l'ensemble des parties prenantes dans la gestion, l'exécution et l'évaluation des programmes de recherche et de formation ainsi que dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de valorisation des résultats de recherche acquis en partenariat.
9. Co-publier et co-éditer entre Nord et Sud et au Nord comme au Sud, et renforcer la valorisation des connaissances et la promotion de l'innovation, en particulier par des échanges entre la recherche et l'enseignement supérieur et la recherche et l'industrie, et en veillant à la reconnaissance des savoirs locaux.
10. Promouvoir la restitution des résultats à toutes les parties prenantes et enrichir le dialogue science-société, en veillant au partage des bénéfices, et en impliquant l'ensemble des acteurs sociaux.

*Agir avec le Sud
Acting with the South*

www.ird.fr

M. Omar FRANCO TORRES


Directeur général de l'Institut
d'Hydrologie, de météorologie
et d'études environnementales
(IDEAM)

M. Michel LAURENT


Président de l'IRD

44 boulevard de Dunkerque
CS 90009
13572 Marseille cedex 02
France

Tél. : +33 (0)4 91 99 92 00
Fax : +33 (0)4 91 99 92 22

Compromiso de buenas prácticas en investigación para el desarrollo

El objetivo de este pliego de compromiso de buenas prácticas en investigación para el desarrollo es fomentar relaciones de colaboración equilibradas y equitativas basadas en acuerdos recíprocos cuya finalidad es reforzar, mediante acciones de investigación, formación e innovación, las políticas públicas favorables al desarrollo de los países del Sur.

Están llamados a suscribir este pliego los centros de investigación y de enseñanza superior y otras instituciones que trabajen en ciencia vinculada con el desarrollo, en primer lugar los miembros de la AIRD y los miembros de las Alianzas, así como las entidades socias del Sur o europeas. Este pliego completa las orientaciones deontológicas, éticas y de buenas prácticas en la investigación que aplican cada una de las entidades colaboradoras.

Al aprobar el presente pliego de compromiso los que lo suscriben expresan su voluntad de adherir, por mutuo interés y beneficio del Norte y el Sur, a una ética de colaboración entre las partes contratantes. Se esfuerzan para ello en aplicar los diez principios siguientes:

1. Asociar a todas las partes involucradas en reflexiones estratégicas nacionales, regionales e internacionales que conciernen el Sur en la creación de programas de investigación para el desarrollo que conduzcan a lograr una investigación de excelencia además de respetar los principios éticos inherentes a la investigación y a sus aplicaciones.
2. Dar prioridad al desarrollo sostenible, social y económico, reforzando en el Sur las capacidades de investigación, formación, especialización e innovación.
3. Movilizar los medios en beneficio de las comunidades de investigación y enseñanza superior del Sur para reforzar la investigación al servicio del desarrollo y fomentar su mutualización y sostenibilidad.
4. Contribuir a la construcción y la consolidación de las redes y dispositivos internacionales de investigación (plataformas, observatorios, etc.) que integran los retos globales del desarrollo.
5. Adoptar una actuación regional en la creación de programas de investigación y en particular de grandes programas regionales interdisciplinarios relacionados con temas sociales, sanitarios o medioambientales, que respondan a las prioridades compartidas con las entidades colaboradoras del Sur.
6. Fomentar activamente la participación femenina en el conjunto de las acciones de investigación y desarrollo, desde su conceptualización hasta su valorización, así como en las instancias de representación y consejo.
7. Construir conjuntamente y cofinanciar los programas así como buscar juntos fuentes de financiación.
8. Implicar a todas las partes participantes en la gestión, la ejecución y la evaluación de los programas de investigación y formación, así como en la elaboración y la puesta en obra de estrategias de valorización de los resultados de investigación logrados en colaboración.
9. Copublicar y coeditar entre Norte y Sur, tanto como en el Norte y en el Sur, y reforzar la valorización de los conocimientos y la promoción de la innovación, en particular a través de intercambios entre la investigación y la enseñanza superior y la investigación y la industria, velando al reconocimiento de los saberes locales.
10. Fomentar la restitución de los resultados a todas las partes implicadas y enriquecer el diálogo ciencia-sociedad, velando al reparto equitativo de los beneficios e implicando a todos los agentes sociales.

*Agir avec le Sud
Acting with the South*

www.ird.fr



Dr Omar FRANCO TORRES
Director general del Instituto
de Hidrología, meteorología y
estudios ambientales (IDEAM)



Dr Michel LAURENT

Présidente del IRD